

de la phase légale à la phase judiciaire, l'intervention technique du Canada n'a pas été nécessaire. La GRC n'a reçu aucune autre demande d'action.

[Traduction]

M. Cooper: Je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

[Français]

Mme le vice-président: On a répondu aux questions telles qu'énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. Harvey (Edmonton-Est): À propos des questions qui restent maintenant, si le Parlement est effectivement prorogé aujourd'hui ou du moins d'ici à ce que nous siégeons de nouveau et puissions revenir sur ce sujet, est-ce que ces questions disparaissent tout simplement ou si elles sont reportées à la prochaine session?

Mme le vice-président: Non, il faudra soumettre à nouveau ces questions si nous entamons une nouvelle session de la législature.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LAJOURNEMENT DU PRINTEMPS

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Andre (p. 19433).

L'hon. Chas L. Caccia (Davenport): Madame la Présidente, il y a un passage de l'intervention du secrétaire parlementaire avec lequel je suis d'accord. Il a parlé brièvement de la nécessité de se préparer à ce qui s'en vient. C'est comme ça qu'il l'a dit.

Il me semble qu'il a raison sur ce point, car lui et ses collègues du Parti progressiste-conservateur font mieux de se préparer à ce qui s'en vient, surtout dans la province d'Alberta qui réserve une surprise au Parti progressiste conservateur.

Initiatives ministérielles

Ce n'est pas un grand secret politique que si des élections avaient lieu aujourd'hui, le parti au pouvoir aurait vraiment de la chance s'il réussissait même à former l'opposition officielle. Le secrétaire parlementaire a parfaitement raison de nous inviter dans son discours à nous préparer à ce qui s'en vient.

Quant à ce que nous pourrions charitablement décrire comme l'analyse qu'il a faite, il paraissait faire un reportage à partir d'une autre planète. Il décrivait une situation que nous, de ce côté-ci de la Chambre, voyons de façon complètement différente. Je m'explique. Si nous ne venions pas de rentrer du congé de Pâques, nous comprendrions peut-être la nécessité de décréter un ajournement. Or, nous venons de rentrer après un ajournement, et je suppose que les Canadiens se demanderont pourquoi un autre ajournement est soudain nécessaire.

Je ne pense pas que les Canadiens s'y opposeraient, et nous appuierions certainement l'idée de proroger aujourd'hui pour entamer une nouvelle session la semaine prochaine avec un discours du Trône, car les affaires et l'intérêt publics exigent que notre législature soit active et présente et alerte et arrache au gouvernement à la faveur de la période des questions l'information dont le public prend éventuellement connaissance le lendemain grâce aux médias.

Nous ajournons à un moment où le pays éprouve de graves difficultés en raison des 1,4 million de travailleurs en chômage; en raison de l'insatisfaction qui règne au Québec et dans l'Ouest; en raison du malaise très compréhensible chez les autochtones à Oka, dans la région de la Baie James, ainsi qu'en Alberta et en Colombie-Britannique; en raison de l'insatisfaction généralisée des fonctionnaires, qui sont surchargés de travail, qui sont trop peu nombreux, et dont les salaires sont contrôlés par le gouvernement; et en raison d'une population de plus en plus frustrée parce que les services offerts par le gouvernement s'appauvrissent sans cesse.

Nous sommes en difficulté parce que les travailleurs de l'industrie canadienne vivent dans la hantise et dans l'incertitude. Nous sommes en difficulté à cause du cynisme de plus en plus provoquant d'un parti politique qui a une très longue tradition de promesses non tenues. Cette caractéristique du gouvernement affecte aussi la crédibilité de toute notre institution politique, peu importe le parti auquel vous appartenez.

Nous sommes en difficulté en raison de la concurrence étrangère et parce que notre productivité semble inférieure à celle des autres nations. Nous sommes en diffi-